

De quoi le « capitalisme cognitif » est-il le nom ?

David Forest, [Quaderni](#), n°71, hiver 2009/2010, MSH.

Mi-mars 2009. Un colloque intitulé « L'idée du communisme » se tient à l'Université londonienne de Birkbek, dont Alain Badiou est un des instigateurs. Il est attendu des participants de démontrer la valeur positive et l'avenir du mot « communiste ». Parmi eux, figurent notamment l'italien Antonio Negri, l'américain Michaël Hardt ou encore le slovène Slavoj Žižek, tous représentant peu ou prou la critique « post-marxiste ». L'entreprise qui ne dissimule pas son ambition a introduit une idée qui depuis plusieurs années, et bien avant les remises en cause du capitalisme sous l'effet de la crise systémique, anime les milieux de la critique radicale : les biens dits « communs » voulus accessibles à tous (médicaments, logiciels, transports ...) ne sont pas privatisables.

En défense de cette thèse, ces trois intellectuels se réfèrent, chacun à leur manière et à la lumière de leurs inclinaisons respectives, à la notion de « capitalisme cognitif » élaborée, développée, affirmée et répandue par l'économiste français Yann Moulier Boutang depuis plus d'une dizaine d'années dans le même temps que s'imposait le syntagme « société de l'information » pour désigner l'horizon techno-politique des nouvelles technologies de la communication et la transformation des processus de production. La validité de ce concept alternatif aux prétentions hégémoniques appelle une interrogation à la hauteur de son succès.

La théorie du capitalisme dit « cognitif » qui trouve son origine dans les livres *Manifeste Empire* et *Multitude* de Michael Hardt et Antonio Negri, a rencontré une très grande audience dans les milieux altermondialistes en proposant un dérivé « marxien » analysant les transformations du travail et des luttes sociales à l'heure de l'économie informationnelle et des réseaux informatiques sous hégémonie américaine. L'intention du propos n'est rien moins que de proposer une « nouvelle théorie de l'exploitation » succédant à la théorie marxiste. À l'intersection de la pensée radicale et de l'économisme dans le champ intellectuel, elle se présente essentiellement sous les atours d'un discours théorique « non dépourvu de prophétisme »¹. La vitrine culturelle du « negrisme » comprend l'ensemble des outils de diffusion et structures sur lesquels une école de pensée peut trouver à s'appuyer parmi lesquels revues (*Multitudes* et *La revue internationale des livres et des idées* inspirée de la *New York Review of Books*) et maison d'édition (Amsterdam). C'est dans cette constellation et ce sillage que s'inscrit « Le capitalisme cognitif ».

¹ Louis Pinto, « La pensée post- de Toni Negri » in, Bertrand Geay, Laurent Willemez (coord.), *Pour une gauche de gauche*, Bellecombe-en-Bauges, Éd. du Croquant, coll. Savoir/agir, 2008, p.197

La lutte des places sur le marché des métaphores

Celui-ci s'installe dans un paysage qui paraît encombrer de métaphores et, de ce fait, participe d'une lutte autour de définitions, qui seraient autant d'« expressions d'intérêts sociaux divergents, d'imaginaires sociaux différents où se confrontent des projets de société hétérogènes » (Proulx 2007, 109). À suivre Moulier Boutang, le recours au capitalisme cognitif se révélerait bien moins limitée que la supposée « théorie officielle » de la « société de l'information » consacrée par le Sommet mondial de la société de l'information (SMSI) de Tunis en 2005. Cette notion-cadre à géométrie variable permet de regrouper des thématiques communes et autorise une définition *a minima* fondée sur le développement d'une infrastructure technique, le poids grandissant et le caractère prédominant et aut centré des activités informationnelles. Elle construit également en creux un foyer d'opposition entre d'une part, une société des réseaux autorégulée, a-hiérarchique, horizontale et coopérative sur le modèle organique et d'autre part, un l'État pyramidal archaïque.

Autre formule marquant une proximité sémantique : le « capitalisme informationnel » élaboré par Manuel Castells à la fin des années 1990 dans le premier tome de sa trilogie « La société en réseaux » avec pour ambition est de décrire « la révolution technique, centrée sur des procédés informationnels » et la « restructuration totale » du capitalisme autour de la mise en réseau d'entreprises hyper-flexibles (1999, 21 et 22 ; 86-87). Dans l'avertissement à la seconde édition de son ouvrage maître *Le capitalisme cognitif* (2008), Moulier Boutang ajoute à titre justificatif que le terme « capitalisme cognitif » a pour mérite d'affiner le diagnostique, sans toutefois dessiner une société singulièrement différente de celles désignées par « la société de l'information » ou « le capitalisme informationnel ».

Il y a pourtant lieu de s'interroger sur son intérêt car c'est en définitive substituer à une formule plastique un concept dont la substance n'est pas moins vague. Ainsi, Bernard Stiegler la reprend à son compte pour la décliner ensuite dans les termes suivants : « cognitif », « créatif », « immatériel » ou encore « réticulaire »². Ce réseau de signifiants multipliant les occurrences du terme « réseau », signale une même économie de la contribution. Les nombreuses références à « l'intelligence collective » de Pierre Lévy³, qui résulterait de l'interconnexion des cerveaux et des ordinateurs à l'échelle planétaire, confirme les emprunts conceptuels et le processus de recyclage de notions (Forest 2009, 55). De « l'intelligence collective », reprise et réinvestie par Moulier Boutang, au capitalisme cognitif le dénominateur commun réside dans cette analogie avec le vivant.

Ce « capitalisme cognitif » au centre duquel trônent les notions de circulation et de connectivité, demeure toutefois éloignée d'une théorie de la communication. Il s'agit bien plutôt de comprendre les nouveaux rapports de production à l'œuvre alors que la naissance de ce « troisième capitalisme » inscrit dans la dérégulation des monopoles entend palier une perte du pouvoir explicatif des catégories de l'analyse marxiste classique (classe ouvrière, théorie de la valeur...). Stiegler propose en conséquence une « nouvelle critique de l'économie politique » à l'aune des nouvelles pratiques du travail et d'une « économie de la contribution qui relance le débat sur la propriété ». De son côté, Zizek ambitionne de réactiver une « perspective communiste » susceptible de neutraliser les mécanismes du

² Bernard Stiegler, *Pour une nouvelle critique de l'économie politique*, Paris, Galilée, coll. Débats, 2009, p.66

³ Pierre Lévy, *L'intelligence collective*, Paris, La Découverte, Poche/Essais, 1997

marché en s'assignant pour tâcher de renouveler « l'économie politique de l'exploitation, par exemple des travailleurs "cognitifs" par leur entreprise »⁴. La « coopération entre cerveaux » tend ainsi à se substituer aux rapports de domination chez les glosateurs du capitalisme cognitif. Selon Stiegler, le modèle industriel productiviste et consumériste « s'est proprement désintégré » tandis que les « prolétaires du système nerveux » seraient tout autant privés de « savoir » que ceux du « système musculaire ».

La dénonciation des « nouvelles enclosures »

La « coopération entre cerveaux » dont le mouvement du logiciel libre serait paradigmatique – « les codes de programmation sont toujours le fruit d'une collaboration » (Hardt, Negri 2006, 347) – se heurterait toutefois, selon Moulier Boutang, à la « convention artificielle du droit » et à ses nouvelles « enclosures ». Le passage d'une économie de la rareté à celle de « l'abondance » qui accompagne la transition vers le capitalisme cognitif, butte encore sur l'« obstacle » de la propriété intellectuelle adoptant la forme de la clôture (enclosure) ou du péage de l'accès, tous deux violemment contestés car jugés inadaptés à la nouvelle économie. Le mouvement des enclosures, qui désigne l'appropriation des terres communales par les grands propriétaires fonciers en Angleterre partir de la fin du XV^e siècle, est devenu, depuis son emploi par Moulier Boutang, une référence obligée au service de la dénonciation de la privatisation des connaissances et des savoirs (Forest 2005, 11-12). Tout en demeurant très critique à l'endroit des concepts « negristes », Daniel Bensaïd peut ainsi constater une « nouvelle vague d'enclosures » des biens intellectuels suscitant en retour de nouvelles formes d'oppositions des « sans » qui sont autant de « dépossédés »⁵. Ainsi, l'antagonisme le plus crucial, selon Zizek, oppose inclus – parmi lesquels les détenteurs de droits de propriété intellectuelle – et exclus installés en position d'universalité. Partant, il considère dans cette perspective propriété privée et propriété intellectuelle incompatibles, la privatisation des « communs » étant considérée comme un « acte de violence [...] auquel il faut résister par des moyens violents, si nécessaires ». Cette position fait écho à la stratégie dite de « globalisation des luttes » chère aux diverses composantes du mouvement altermondialiste dont beaucoup ont fait de la contestation de la propriété intellectuelle englobée dans la lutte des « sans droits » un cheval de bataille.

Parfois renommée « communisme cognitif » par une méprise sans doute quelque peu entretenue, la notion n'en demeure pas moins fortement contestée au sein même de la gauche radicale.

La contestation de la gauche radicale

L'économisme et les théorisations à l'œuvre dans les écrits de Moulier Boutang ont rapidement essuyé des critiques sévères au sein des différentes familles de pensée de la gauche radicale.

⁴ Slavoj Zizek, « Le léninisme aujourd'hui : comment commencer par le commencement », *Contretemps*, n°2/2009, p.141

⁵ Daniel Bensaïd, *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, Paris, La Fabrique, 2007, p. 67 et 76

Au confluent de la critique néo-situationniste et de la mouvance autonome, la revue *Tiquun* attentive à la dénonciation de la société spectaculaire et des théories cybernétiques de la communication sous les auspices de Debord, ne voit dans la « perspective negriste » qu'un perfectionnement du système et l'expression d'un antagoniste « au sein de la classe des gestionnaires, entre sa fraction progressive et sa fraction conservatrice »⁶. Perspective en trompe l'œil donc.

Mais ceux sont certainement les économistes marxistes qui portent le fer de la critique au coeur des élaborations conceptuelles. L'édification de ce nouveau « mode de production » convoquant toutes les catégories marxistes confondrait la connaissance avec la diffusion de l'information pour faire de l'intelligence le produit nécessairement émergent du rapprochement de cerveaux distants. Ainsi, les formes modernes de la marchandise, loin de conduire au dépassement de la loi de la valeur argué par les tenants du capitalisme cognitif, retrouveraient au contraire « la contradiction absolument classique entre la forme que prend le développement des forces productives (ici la diffusion gratuite potentielle) et les rapports de production capitalistes qui cherchent à reproduire le statut de marchandise, à rebours des potentialisations des nouvelles technologies »⁷. La confusion entretenue entre valeur d'usage et valeur d'échange au mépris de leur différence irréductible, serait par ailleurs révélatrice d'une méconnaissance des distinctions intellectuelles fondatrices de l'économie politique⁸. C'est encore le cas de la réduction de la force de travail marchande à la valeur monétaire ou de l'effacement supposé des lignes de partage entre travail et capital signant l'absence de fondement empirique et l'absolutisme de cette théorie⁹. Michel Husson a synthétisé les méthodes retenues consistant à se vouloir novateur à tout prix et à monter en épingle tel aspect étudié dans un éclectisme mobilisant toutes les données et références sans craindre l'extravagance et l'outrance du propos. Un exemple topique réside dans la proclamation réitérée de la disparition du travail matériel alors que la coopération des « cerveaux en réseau » ne suffit pas à éclairer les concepts présentés tels que le « cognitariat ». Autant de critiques sur lesquelles Moulrier Boutang ne s'attarde guère dans la seconde édition de son ouvrage sinon pour qualifier leurs auteurs d'« orthodoxes » (*sic*).

Au service de « l'économie de l'immatériel »

Dans cette seconde édition, afin de contrer des critiques épistémologiques virulentes, un grand nombre des discutants de Moulrier Boutang, acquis à son analyse au sein du *think thank* de Philippe Lemoine (dirigeant de LaSer, « leader des services d'intermédiation et relation client »), ne ménagent pas leurs efforts pour la relier à la critique de l'économie politique de Marx, et établir une filiation tout en admettant que ce « capitalisme cognitif », quand bien même se voit-il qualifié de « post-marxiste », demeure bien dans l'enceinte du capitalisme. Or, dans le même temps, les références au marxisme sont dénoncées par d'autres de ses laudateurs comme Michel Henochoberg, qui y décerne non seulement une « tromperie » mais, pire encore, « le spectre de la critique de l'économie politique ».

⁶ Tiquun, *Tout a failli. Vive le communisme !*, Paris, La Fabrique, 2009, p.101

⁷ Michel Husson, « Le capitalisme contemporain et Marx », *Droit social*, n°2, 2008, p.238

⁸ Harribey Jean-Marie, « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique », *Actuel Marx*, n°36, septembre 2004

⁹ Michel Husson, « Sommes-nous entrés dans le "capitalisme cognitif" ? », *Critique communiste*, n°169-170, 2003

D'autres encore, dont les préoccupations relèvent directement de la sphère marchande comme André Rébiscoul, publicitaire chez Publicis, voient partiellement satisfait leur « besoin de concept ». Ce point de vue, loin de participer à la régénération de la critique marxiste, est à rapprocher des conclusions du rapport Jouyet-Lévy : « L'économie de l'immatériel et la croissance de demain »¹⁰, commandé par Nicolas Sarkozy alors ministre de l'économie, auquel Moulier Boutang renvoi sans la moindre distance critique. Le postulat de ce rapport réside dans la liaison entre révolutions technique et socio-économique. Il prône, au terme d'une approche de la nouvelle « économie de l'immatériel » foncièrement « technico-financière », selon l'analyse de Pierre Musso, la marchandisation des savoirs et « connaissances » englobant tout à la fois et sans distinction l'innovation, la recherche, l'enseignement, le *design*, la créativité, la publicité et le marketing selon la règle implicite de l'équivalence généralisée (Musso 2007, 81). Parmi les nombreuses propositions du rapport, domine la volonté de déréguler (fréquences hertziennes, propriété intellectuelle ...), et libéraliser massivement pour « gagner la bataille de l'immatériel ». Enjeu qui suppose de « traiter économiquement le capital humain » devenu un « actif immatériel », et contredit par conséquent singulièrement les positions des adversaires d'une propriété intellectuelle « hégémonique » rangés sous la bannière du « capitalisme cognitif ».

Collaboratif, ce concept l'est certainement qui se nourrit des commentaires de ses promoteurs. Plastique et paradoxal, il l'est tout autant dès lors que son contenu reflète les intérêts matériels et stratégies de ses destinataires. Ici donc la théorie sans doute classée de manière hâtive autant qu'abusive dans le champ de la radicalité s'accouple à la sphère marchande et y apporte la légitimité d'un discours dont les prétentions savantes, critiques et subversives contribuent *in fine* à renforcer l'objet dont elle apparaît vouloir opérer l'analyse.

RÉFÉRENCES

- CASTELLS Manuel, (1999), *La société en réseaux*, tome 1, *L'ère de l'information*, Paris, Fayard
- FOREST David, (2009), « L'intelligence collective : anatomie d'un poncif », *Questions de communication*, n°15
- , (2005), « La citadelle du droit d'auteur : panorama de quelques idéologies contemporaines », *Quaderni*, n°56
- HART Michael, NEGRI Antonio Negri, (2004), *Empire*, Paris, 10/18, coll. Fait et cause, 2004
- *Multitude*, (2006), Paris, 10/18, coll. Fait et cause
- JOUYET Jean-Pierre, LÉVY Maurice, (2006), Rapport de la commission sur l'économie de l'immatériel, « L'économie de l'immatériel, la croissance de demain » ; <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/064000880/index.shtml>.
- MOULIER BOUTANG Yann, (2007), *Le capitalisme cognitif. La nouvelle grande transformation*, Amsterdam, coll. Multitudes/Idées (2^e éd. révisée et augmentée, 2008)
- MUSSO Pierre, (2007), « Une critique de l'économie de l'immatériel vue par le rapport Jouyet-Lévy », *Quaderni*, n°64, p.81 s.
- PROULX Serge, « Interroger la métaphore d'une société de l'information : horizon et limites d'une utopie », *Communication & Langages*, n°152, juin 2007.

¹⁰ Les deux auteurs du rapport sont respectivement Président du groupe Publicis et Inspecteur des finances.